

Document

Hélas, le nouveau Marx tarde à venir !

(<http://www.agoravox.fr>)

Avant-propos du site *Lutte de classe*.

Je me suis servi de cet article comme support pour revenir sur une question que nous avons déjà abordée, vous devinerez laquelle dès la première ligne. Vous m'excuserez de ne pas avoir noté le nom de son auteur. Mon intervention figure à la suite en bleu et entre guillemets et le titre est de *Lutte de classe*.

En vérité, si le monde semble avoir changé, c'est par rapport aux années 1990, lorsque le Mur de Berlin a chuté et qu'aux yeux des gens il était devenu évident que l'économie collectiviste doublée d'une politique dictatoriale ne pouvait rivaliser avec les systèmes libéraux et démocratiques. Du coup, les intellectuels se sont trouvés désarmés, les peuples désenchantés. Plus d'alternative face au capitalisme ascendant. Deux livres ont éclairé cette période, celui de Fukuyama sur la fin de l'Histoire gagnée à la démocratie et celui de Huntington consacré à un hypothétique choc entre civilisation, de quoi émoustiller les esprits conservateurs et conquérants à la Maison-Blanche. Ces deux auteurs ont certainement évoqué des tendances, mais sont sûrement passés à côté de la nouvelle donne sociale et géopolitique se mettant en place et que maintenant, on voit apparaître clairement. C'est d'ailleurs le sort de tous les processus que de se dévoiler une fois bien installés. La chute du Mur et le déclin soviétique était prévisible à la fin des années 1970.

En 2008, force est de constater qu'une démocratie quelque peu frelatée a gagné la planète. On assiste à un double processus. D'un côté, oligarchisation des sociétés, floraison des grandes fortunes, avec des corruptions dans les nations policièrement bridées teintées d'une démocratie de façade, Venezuela, Russie, etc. Dans les vieilles démocraties, la corruption est présente, comme l'ont montré les dernières affaires en France ou en Italie, mais l'évolution se fait dans un contexte de liberté d'expression. Cause toujours, internaute, les affaires continuent, les Etats sont bienveillants face aux gros profits, la dérive ploutocratique est en marche et le bon peuple s'intéresse plus aux frasques des people qu'aux méfaits du système et à la pauvreté rampante. Le renforcement des pôles de profit se fait au détriment des solidarités nationales et, donc, le nouveau système qui se met en place n'est autre que le national-capitalisme, structure devenue universelle avec des variantes locales, en Inde, en Chine, au Japon, aux States, en Europe, etc. Les Etats renforcent les pôles de profits en se délestant des populations non productives ainsi que des régions ayant décroché peu ou prou. C'est le cas du Royaume-Uni avec Londres qui concentre les richesses et maintenant, aimerait bien se passer des villes désindustrialisées comme Liverpool. En Italie, les régions industrialisées du Nord ne veulent plus payer pour le Sud.

La donne sociétale et internationale en 2008 se nomme « choc des nations ». Les événements de 1994 dans les Balkans ont été annonciateurs du « retour des nations ». La crise russe ne représente en rien un retour de la guerre froide. C'est une question d'orgueil national, mais ce n'est plus un enjeu idéologique entre deux visions antagonistes de la société, comme ce fut le cas en 1960 sur fond de guerre civile et de mouvements sociaux très puissants. On ne confondra pas les tendances nationalistes actuelles avec les nationalismes des années 1920 et suivantes. A cette époque, les personnes étaient « nationalisées », autrement dit, les peuples et chaque individu servaient la nation. Actuellement, on assiste à une personnalisation des nations, autrement dit, la nation est au service d'une caste d'hommes bien placés dans les rouages de l'Etat et des industries générant du profit. Patrons, stars, journalistes, écrivains, sportifs, notables, hauts dignitaires, peu importe la fonction, seule compte l'ivresse de l'argent et de la gloire. Ainsi se dessine l'ère du choc des nations.

Il y a bien choc comme le pensait Huntington, mais pas entre des ensembles civilisationnels qui n'ont pas la cohérence structurelle pour s'entendre et s'affronter entre blocs. Les nations sont mieux adaptées, avec les structures centralisées de l'Etat et de la finance. Il y a bien une installation de la démocratie comme le pensait Fukuyama, mais ces démocraties sont des ploutocraties, doublées d'une douce tyrannie exercée par les ensembles sociaux avec la passivité des citoyens décérébrés par les médias. Et maintenant, la Chine trouble le jeu, une Chine relativement libérale, où l'on peut aller en boîte le soir, mais où l'expression est sous contrôle. La leçon effroyable de la Chine, c'est que la prospérité économique peut être compatible avec l'absence de libertés, de quoi faire plier l'antienne libérale datant d'un siècle, cette croyance entre la consubstantialité du libéralisme économique et de la démocratie. Dans ce contexte, les citoyens se voient proposer des séquences émotionnelles et des épopées personnelles ; inclinés qu'ils sont à admirer des personnalités faussement providentielles ; plutôt qu'à mobiliser leurs facultés de raison, d'analyse, de réflexion, de débats d'idées. Blair, Bush, Poutine, Saakhachvili, Royal, Obama, McCain, Delanoë, Sarkozy, Berlusconi, ces dirigeants actuels ou potentiels ont une aura et sont franchement sexy, libéraux de choc et près de leur nation. Sexy, célèbres et suivis par les peuples, comme du reste les Jackson, Johnny, Madonna, Pamela, Bono, Sting, Beckham... Autant dire que les peuples ne sont pas près de sortir du choc des nations et de la domination des oligarques.

Avec comme devise, **Une économie des profits et des travailleurs, une nation un dirigeant**. A bon entendeur, *ein Volk, ein R...* No comment, nous connaissons la chanson.

Quelles conclusions rapides à tirer ?

Premièrement, une évidence. Il est question d'un système. Alors tous ceux qui s'en remettent à un homme providentiel se fourvoient complètement. Ni Obama ni Delanoë ou Royal ou un autre ne peuvent changer la société. De même, imputer à Sarkozy tous les maux actuels et traquer ses saillies, ses lubies, ses paroles, s'avère stérile. C'est le système qui doit changer de lui-même et conjurer ses vices.

Deuxièmement, si tel est le système, la convergence démocratique vers la cohérence explique que les partis de droite aient une vocation à le gouverner, d'où la donne politique en Europe et ailleurs. On comprend alors que le Parti socialiste n'a plus sa place, ni d'ailleurs les techno-bolchéviques anti-capitalistes et les écolo-bolchéviques très rigolos comme un Hulot dans leur croisade contre le CO2.

Troisièmement, on sait que la gauche ne transformera pas le système voué à accentuer ses vices, ses maux, ses pratiques. Mais une transformation radicale est possible, lorsque le système va s'effondrer ; ou alors lorsque les consciences vont s'ouvrir, et remettre en cause le mode de fonctionnement de la société autour du profit, du superflu, de la célébrité et la gloire dominatrice. Affaire à suivre et qui est, surtout, à développer, car, si Marx est mort, son successeur n'est pas encore né sur la scène intellectuelle.

(Laissons de côté certaines inexactitudes et intéressons-nous au cours des choses qui nous est rappelé ici, en nous penchant essentiellement sur les conclusions de l'auteur de cet article. Sa troisième conclusion est en contradiction avec la première, arrêtons-nous y un moment.

Que des intellectuels aient semble-t-il compris ou commencent à comprendre, qu'il sera impossible de changer la société sans une transformation radicale de ses bases économiques, que le réformisme est impossible à mettre en œuvre, et que finalement c'est Marx qui avait raison, est encourageant. Il y en a qui devraient en prendre de la graine, au lieu de se plaindre qu'il n'y a plus de « *grain à moudre* » ! Cela ne veut pas dire que l'auteur de cet article épouse la troisième conclusion qu'il nous a servie, cela importe peu, nous la faisons nôtre. Le système capitaliste n'est pas réformable, il va s'écrouler sans disparaître de lui-même, pour qu'il disparaisse, tout dépendra de la capacité du prolétariat à se doter d'une direction révolutionnaire, dans le cas contraire, ce sera le chaos et la barbarie sur une échelle que l'on n'ose pas imaginer.

L'auteur a raison de rappeler que la fin de l'URSS était prévue dès la fin des années 70, ce qui confirme ce que j'ai déjà écrit ailleurs, qu'elle a servi de prétexte à certains pour capituler en rase campagne et abandonner dans les années 80 le combat pour la construction d'un parti révolutionnaire sur les bases du marxisme.

De plus, dès lors que l'URSS allait disparaître entraînant dans son sillage la fin de l'économie planifiée dans ses satellites et en Chine, du coup c'était un immense marché représentant un quart de la population qui

allait à terme réintégrer le marché mondial, ce qui allait alimenter et accélérer les forces centrifuges en œuvre au sein du capitaliste, tendre ses contradictions à l'extrême, au point de créer des situations quasiment insurmontables nécessitant d'affronter directement le prolétariat, ce qui poserait inévitablement la question de la fin du système économique capitaliste et mettrait à l'ordre du jour le socialisme.

Nous n'y sommes pas encore tout à fait, mais les signes avant-coureurs qui permettent d'affirmer qu'on y arrive existent, sans tomber dans un excès d'optimisme ou prendre nos désirs pour la réalité. Il suffit de suivre l'actualité économique et sociale mondiale pour en avoir un avant-goût et en être parfaitement convaincu.

Ce qui est intéressant dans cet article, c'est qu'au-delà de sa remarque initiale que l'on ne partage pas forcément sur la perte de crédibilité du communisme associée au rejet du stalinisme, il en arrive finalement à espérer la venue d'un nouveau Marx, confirmant mon analyse que le cours des choses ramènera obligatoirement beaucoup de gens, des intellectuels et des militants ouvriers en premier lieu, mais aussi les masses au fur et à mesure, à reconsidérer le marxisme et le socialisme comme seule alternative à la barbarie capitaliste qui ne cesse de s'étendre. Raison de plus pour ne faire aucun compromis sur le marxisme et le léninisme, sur nos principes, notre programme et notre drapeau, celui de la révolution socialiste internationale, avis à ceux qui les ont abandonnés en cours de route, qu'ils réfléchissent encore une fois tranquillement à cette question puisqu'elle est déterminante.

Nous en sommes là aujourd'hui. Force est de constater que nos dirigeants qui se prenaient pour les héritiers de Lénine et Trotsky avaient fait preuve d'une prétention exorbitante et outre passé leurs droits, car ils se sont avérés totalement incapables de prévoir l'évolution du capitalisme à l'échelle mondiale à partir de la fin des années 70 (notamment), alors qu'un nombre déterminant de facteurs permettaient d'entrevoir dans quelle direction il se dirigeait. Le rétablissement du capitalisme était inscrit dans le *Programme de transition* dès le milieu des années 30, il faut le rappeler pour montrer à quel point ils étaient sourds, aveugles et bornés, pire incurie politique dépasse l'entendement. Je précise qu'à l'époque j'étais trop jeune pour avoir une idée sur cette question. Si vous regardez comment ils se disposent aujourd'hui sur la question bolivienne ou géorgienne par exemple, vous vous apercevrez immédiatement qu'ils ne sont même plus en mesure de prévoir de quelle manière la situation peut évoluer, pas dans plusieurs décennies, mais demain.

Il est un fait incontestable, que si des dirigeants marxistes avaient été capables d'analyser correctement le développement de la situation mondiale, ils se seraient placés dans la perspective de la situation que nous connaissons aujourd'hui, ils n'auraient pas fait preuve du plus pitoyable sectarisme et dogmatisme que nous avons connu et nous serions en position de force pour engager le combat dans la perspective de prendre le pouvoir, car nous disposerions d'un parti pour mener ce combat... On ne peut pas refaire l'histoire hélas !

Nous sommes placés malgré nous devant le fait accompli, mais nous n'avons pas encore perdu la guerre de classe que nous menons contre le capitalisme. La tournure que prennent les événements des dernières années et plus particulièrement des derniers mois, nous montre que les affrontements décisifs sont encore devant nous, que tous les peuples vont se soulever contre le capitalisme parce qu'ils n'auront pas le choix, il ne nous reste plus qu'à le concrétiser en terme de construction du parti et de l'Internationale, les questions apparemment les plus difficiles à résoudre.

La crise du capitalisme va s'approfondir, elle va s'accompagner de risque de nouvelles guerres, cette situation va nourrir la lutte de classe du prolétariat, elle va forcer les uns et les autres à revoir leurs copies, espérons qu'il en sortira le meilleur pour la construction du parti. Maintenant ce n'est certainement pas en prônant « *un plan de relance* » qui fournirait un nouveau répit au capitalisme là où la situation devient critique pour lui, mais aussi pour les masses sur le plan social, que nous serons en mesure de nous préparer dans les meilleures conditions pour affronter directement le régime en place, c'est au contraire le meilleur moyen pour subordonner les masses au capitalisme. Ne pas le comprendre aujourd'hui, c'est décidément ne rien avoir compris ou alors se placer délibérément dans le camp des ennemis de la classe ouvrière. Je précise que je n'interviens pas dans le site Agoravox. – note de Lutte de classe)

Commentaire d'internautes à la suite de cet article.

1. Très bon article, très réaliste sur l'état actuel de nos pseudo-démocraties.

Ce ne sont plus les citoyens qui élisent les dirigeants en fonction de leur compétence mais indirectement comme au US, le pouvoir financier qui choisit les politiques de manière à ce que celui ci fassent des réformes pour renforcer davantage les pouvoirs de cette oligarchie .

Des campagnes de manipulation médiatiques feront la différence entre les différents candidats et on surfera sur la vague du populisme si nécessaire pour élire le candidat voulu.

Décidemment, nous nous rapprochons du monde de Orwell, ou les dirigeants assoient leur pouvoir par la manipulation médiatique.

2. Seul gros bémol, le Venezuela ne semble pas être une "démocratie de façade" comme vous dites, lors de la tentative de coup d'état contre Hugo Chavez, c'est le peuple et l'armée qui le libèrent et lui redonnent le pouvoir.

3. Et encore, à propos de l'Amérique du sud ...

Douze pays d'Amérique du Sud ont signé le 8 décembre 2004 la Déclaration de Cuzco visant à la réunion du Mercosur, de la *Communauté andine* et du *Chili*, de la *Guyana* et du *Suriname* en une seule communauté supranationale, la Communauté sud-américaine des nations (CSN), sur le modèle de l'*Union européenne* ; Cela est devenue UNASUR (Union des Nations sud-américaines) lors du premier sommet énergétique sud-américain organisé au Venezuela à la mi-avril 2007.

Outre une communauté économique, le projet inclut à terme :

- *une monnaie commune ;*
- *une citoyenneté et un passeport commun ;*
- *un parlement commun.*

Ce projet a pris naissance dans un contexte d'opposition au ZLEA, "Initiatives pour les Amériques", lancé par **George Bush** en 1990 puis concrétisé en 1994 au **Sommet des Amériques**, et donc dans un contexte d'opposition à l'ingérence nord-américaine dans les affaires politiques et économiques sud-américaines.

En 2005, la ville de **Mar del Plata** a accueilli le quatrième **sommet des Amériques [15]**, marqué par de nombreuses protestations anti-US[16]. Si bien que l'année suivante, elle mit sa priorité dans les initiatives régionales telles que le Mercosur ou la *Banque du Sud* après une décennie de partenariat avec les *États-Unis*.

4. *Malgré de bons indicateurs économiques et la baisse sensible de la pauvreté, passant de 38,6 % de la population en 1990 à 18,8 % en 2003[67]*, le pays possède un grave défaut : l'inégalité de répartition des richesses. Ceci a pour effet de créer une brèche sociale nette entre riches et pauvres.

Selon des informations sur le développement humain de l'*ONU* en 2005, le Chili possède un *coefficient de Gini* de 0,57, le situant à la 113e place sur 128 de la *liste des pays par égalité de revenus*. Cette inégalité est difficilement rattrapable. **Ce problème est attribué à l'économie venant des diverses entreprises prônant le néolibéralisme** (en opposition à l'économie à tendance socialiste développée entre les *années 1950* et les *1970*). De nos jours, les 20 % des plus riches du pays gagnent 14,3 fois ce que reçoivent les 20 % des plus pauvres.<http://fr.wikipedia.org/wiki/Chili>